

6. Conclusions: équilibre entre les objectifs de la société en matière d'élevage

Le secteur de l'élevage fait vivre près de 1 milliard des personnes les plus pauvres du monde et il est probable qu'il continuera d'en être ainsi pendant encore des décennies. Nombre de ceux dont la subsistance et les moyens d'existence dépendent de l'élevage subissent la pression extrême des forces mondiales de croissance économique, de concurrence et d'intégration, qui conduisent à un changement structurel rapide. Dans ces conditions, les risques que présente la production animale pour la santé humaine et l'environnement prennent une dimension systémique.

La sensibilisation quant aux défis auxquels est exposé le secteur de l'élevage offre l'occasion d'un changement. Les gouvernements et les donateurs prennent de plus en plus conscience de l'importance de l'agriculture dans le développement rural et la réduction de la pauvreté, ainsi que du rôle capital de l'élevage dans les moyens de subsistance des femmes et des hommes pauvres. Par ailleurs, les récentes craintes pour la santé humaine suscitées par les poussées potentiellement pandémiques de maladies zoonotiques ont accaparé l'attention des médias et effrayé les voyageurs dans le monde entier. Parallèlement, des programmes d'intervention ont été préparés dans un grand nombre de pays. Au sein des gouvernements, de la société civile et de la communauté scientifique, le consensus croissant sur la réalité du changement climatique motive la recherche de moyens efficaces en vue d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter. La reconnaissance du caractère urgent de la situation est le premier pas vers une solution (Kotter, 2005).

Pour répondre aux besoins multiples et souvent concurrents de la société, le secteur de l'élevage nécessite un dosage soigneusement équilibré d'intervention

politique et d'innovation technologique et institutionnelle.

■ Équilibre entre opportunités et risques

La croissance rapide du secteur de l'élevage offre des opportunités évidentes de réduction de la pauvreté; l'agriculture est la clé d'un développement économique favorable aux pauvres et le secteur de l'élevage est l'une des activités agricoles qui connaît la croissance la plus rapide. Cependant, l'élevage présente des risques pour la santé et l'environnement qui doivent être mitigés. Le secteur consomme une part importante des ressources mondiales et est responsable d'une portion élevée des émissions de gaz à effet de serre.

Il faut de prendre des mesures pour améliorer la performance environnementale du secteur de l'élevage. Celui-ci doit utiliser les ressources plus efficacement et récupérer les déchets qu'il produit pour les recycler. Du point de vue économique, les externalités positives et négatives que le secteur de l'élevage produit depuis longtemps devraient être internalisées afin que les producteurs et les consommateurs paient le prix réel de l'impact de la production animale sur les ressources naturelles et l'environnement.

Les systèmes de santé animale devraient contribuer à la réduction du risque croissant de pandémies humaines ayant pour origine les animaux et à une meilleure maîtrise des maladies endémiques qui mettent constamment en danger les moyens de subsistance des pauvres. En matière de santé animale, les producteurs riches ne sont pas exposés aux mêmes risques et n'obéissent pas aux mêmes incitations que les producteurs pauvres. Les mesures prises pour maîtriser les maladies transfrontières peuvent

être d'intérêt général en endiguant des pandémies potentielles, mais, à moins d'être élaborées de façon judicieuse, elles peuvent aussi avoir un effet dévastateur sur les moyens de subsistance, les biens et les filets de sécurité de millions de petits producteurs. Cet aspect doit être pris en considération lors de l'élaboration et l'application de telles mesures.

■ Équilibre entre les besoins des différentes catégories de petits exploitants

La croissance du secteur de l'élevage peut favoriser la croissance économique générale, atténuer la pauvreté et réduire l'insécurité alimentaire, mais il manque aujourd'hui plusieurs échelons à l'«échelle» que les petits exploitants gravissaient autrefois pour se soustraire à la pauvreté. La concurrence croissante, les économies d'échelle et les normes plus rigoureuses de santé et de sécurité sanitaire des aliments, font que les petits exploitants ont d'énormes difficultés à demeurer compétitifs face aux grands systèmes de production intensive, si bien que l'écart se creuse entre ceux qui réussissent à mettre à profit l'accroissement de la demande de produits animaux et ceux qui y échouent. Les décideurs politiques doivent reconnaître que tous les petits exploitants ne seront pas capables de profiter des opportunités offertes par la croissance, et que les risques et les opportunités peuvent ne pas être les mêmes pour les hommes et pour les femmes. Ils devraient utiliser les ressources publiques limitées non pas pour lutter contre les forces inexorables du changement mais pour aider les petits exploitants à changer, de manière à produire de meilleurs résultats sociaux. Des interventions spécifiques, soucieuses de l'égalité entre les hommes et les femmes, peuvent efficacement et effectivement répondre aux besoins des différentes catégories de petits exploitants.

Certains petits exploitants sont compétitifs dans l'environnement économique changeant et ils peuvent le rester s'ils bénéficient du soutien politique, financier et institutionnel adéquat. Ils ont besoin d'innovations institutionnelles pour supporter les coûts de transaction associés

à la petite échelle de la production. Ces institutions devraient les aider à accéder aux intrants à des conditions plus favorables et servir de trait d'union avec les grossistes et les détaillants afin qu'ils puissent surmonter les obstacles techniques bloquant l'accès des petits exploitants aux marchés urbains et internationaux en expansion. Le soutien politique devrait promouvoir la croissance de la productivité et l'accès aux marchés des petits exploitants. L'élaboration et la diffusion de nouvelles technologies adaptées aux petits producteurs, ainsi que la création d'une infrastructure de marchés et de communications et de systèmes de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments aideraient les petits exploitants à surmonter les difficultés dans le paysage changeant où ils exercent leur activité.

La plupart des petits éleveurs finiront par quitter le secteur, comme on l'a vu dans les pays de l'OCDE et dans beaucoup de pays en développement et en transition à croissance économique rapide. C'est une conséquence naturelle de l'évolution du secteur agricole, qui peut être considérée comme un signe de progrès. Quand et où les petits éleveurs sont confrontés à des coûts d'opportunité élevés dans leur travail, ils quittent naturellement le secteur pour trouver ailleurs un emploi plus rémunérateur. Les politiques générales de développement rural peuvent promouvoir une économie dynamique offrant d'autres possibilités intéressantes aux éleveurs incapables de résister à la concurrence dans leur secteur.

Il y a lieu de se préoccuper, en revanche, lorsque les forces de la concurrence chassent les travailleurs du secteur avant que l'économie générale ait pu créer d'autres possibilités d'emploi. Le rythme très rapide du changement dans le secteur de l'élevage de nombreux pays provoque dans certaines régions un exode si massif que le reste de l'économie ne peut l'absorber.

Les plus petits éleveurs, pour lesquels l'élevage est principalement un filet de sécurité, doivent faire l'objet d'une attention particulière reconnaissant les multiples rôles que joue le bétail dans leurs moyens d'existence. Au minimum, la fonction de filet de sécurité que remplit l'élevage ne doit pas être détruite sans dédommagement ou sans la création de filets protection sociale de remplacement.

Équilibre entre sécurité alimentaire et nutrition

Les produits animaux apportent une contribution importante à la sécurité alimentaire des ménages et sont particulièrement utiles à la satisfaction des besoins en micronutriments des femmes et des jeunes enfants. Ajoutée à un régime alimentaire à base de végétaux, une petite quantité d'aliments d'origine animale peut améliorer beaucoup la santé maternelle et le développement des enfants. La dénutrition, notamment le manque d'aliments d'origine animale, est un problème énorme et persistant dans les pays en développement. Des régimes alimentaires inappropriés entravent le développement physique et mental de l'enfant, et entraîne une morbidité et une mortalité accrue des maladies infectieuses. Elle a aussi un coût économique important qui se manifeste sous la forme d'une réduction de la performance professionnelle et de la productivité du travail des adultes. L'augmentation du revenu peut contribuer à l'amélioration de la nutrition: à mesure que croît leur revenu, les pauvres achètent généralement une nourriture plus abondante et de meilleure qualité, notamment des produits d'origine animale. Attendre que la croissance économique vienne améliorer la nutrition ne saurait toutefois être une solution acceptable. Il faut agir pour assurer dans l'immédiat l'accès à une alimentation adéquate. On pourra ainsi apporter une contribution indispensable pour aider les pauvres à sortir du piège de la sous-alimentation/dénutrition-pauvreté.

D'un autre côté, de nombreux pays du monde, y compris les pays en développement, connaissent une épidémie d'obésité et de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire, qui coûtent cher à l'économie et à la santé nationales. La consommation excessive de produits animaux contribue à ce problème bien que d'autres choix en matière d'alimentation et de style de vie soient évidemment aussi en cause. Les politiques agricoles et commerciales peuvent avoir une influence sur les choix alimentaires en agissant sur la plus ou moins grande disponibilité de certains produits. De manière générale,

la politique agricole vise à accroître la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires, mais il peut être nécessaire de promouvoir un meilleur équilibre dans les choix offerts à la population.

Équilibre des choix entre systèmes, espèces, objectifs et impacts

Il faut tenir compte des choix concernant l'utilisation de divers systèmes de production et espèces animales, les objectifs assignés au secteur et les impacts sociaux et environnementaux de l'élevage. Les systèmes de production intensive sont extrêmement efficaces dans la transformation des ressources (aliments du bétail, eau, etc.) en produits, tels que viande, lait et œufs, peu chers et de haute qualité. Cela vaut en particulier pour la volaille et les porcins. Les systèmes de production intensive peuvent aussi produire moins de gaz à effet de serre par unité de produit que les systèmes extensifs. Ils peuvent satisfaire la demande d'aliments d'origine animale, en augmentation rapide dans les pays en développement, avec le plus d'efficacité et avec le moins d'impacts sur le changement climatique. Mais la production intensive a aussi son coût.

Les systèmes intensifs produisent de grandes quantités de déchets qui excèdent la capacité d'absorption nutritionnelle des lieux où ils sont implantés. Des mesures rigoureuses sont nécessaires pour imposer la récupération de ces déchets et leur restitution à la terre sous forme d'engrais ou leur utilisation à d'autres fins productives.

La quantité de ressources utilisées par les systèmes de production intensive et extensive dépend des animaux et des lieux, mais partout la mise en œuvre de pratiques améliorées de gestion peut réduire l'impact de la production animale sur l'environnement.

La concentration géographique des systèmes de production animale intensive à proximité des centres urbains peut offrir un terreau extrêmement fertile aux maladies nouvelles, en particulier lorsque de petits élevages traditionnels subsistent dans le voisinage. Elle accroît aussi l'exposition de la population urbaine aux maladies animales, ce qui aggrave le risque de

transmission de maladies zoonotiques à la population humaine. Des systèmes de santé animale beaucoup plus solides sont nécessaires afin de permettre l'atténuation de ces risques sanitaires et leur gestion. Une première mesure consisterait à encourager la relocalisation des unités de production animale intensive à distance des zones urbaines et à réduire le risque de mouvement des pathogènes entre les systèmes.

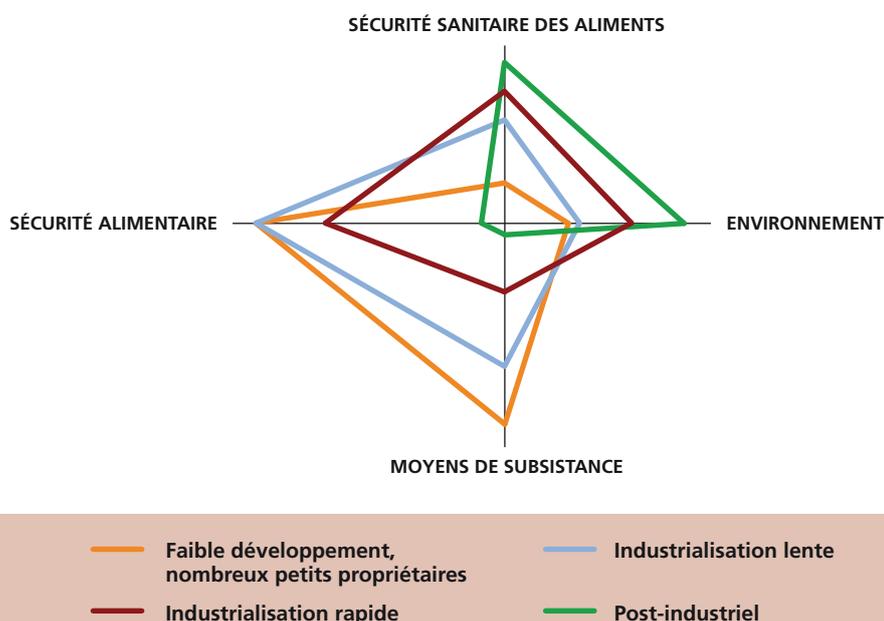
Équilibre entre les objectifs de sociétés différentes

On a examiné dans le présent rapport le rôle de l'élevage dans la réalisation des objectifs de la société en matière de fourniture de biens privés et publics. Souvent, les multiples objectifs de la société sont interdépendants. La gestion des maladies animales, par exemple, peut être essentielle à la sécurité des moyens de subsistance des personnes qui vivent dans la pauvreté. L'amélioration de la nutrition humaine, notamment par un apport approprié des produits animaux au régime alimentaire, peut aussi contribuer à la promotion du développement social. Fréquemment, il y a toutefois des choix à

faire surtout à court terme, exigeant une hiérarchisation des objectifs. La promotion de la production animale et des revenus peut avoir pour conséquence une pression accrue sur les ressources naturelles. La mise en place de mesures environnementales plus strictes peut entraîner une hausse des coûts de production des produits animaux, qui les rend moins accessibles à la population pauvre.

Différents pays et différentes sociétés peuvent accorder des priorités différentes aux objectifs, selon le niveau des revenus, la place relative des petits exploitants dans le secteur, l'importance des exportations et leurs perspectives, ainsi que le degré de pression exercé sur les ressources naturelles et l'état de dégradation de celles-ci. D'une manière générale, la hiérarchie des objectifs varie avec le niveau de développement économique du pays (figure 16). Les pays à faible développement économique mettent l'accent sur le rôle de l'élevage dans le développement économique et social, et dans l'atténuation de la pauvreté, et conçoivent leurs politiques en conséquence. Le renforcement de la contribution de l'élevage aux revenus, à l'emploi et à la protection contre les risques pour les groupes pauvres de la population qui disposent de

FIGURE 16
Répartition des objectifs politiques



peu d'autres possibilités, sera probablement un objectif primordial dans ces pays. Les pays à bas revenus peuvent devoir aussi prendre en considération d'autres facteurs, tels que la gestion des maladies animales, pour soutenir la durabilité des moyens de subsistance.

À des stades ultérieurs de développement, il est probable que les politiques seront axées sur des objectifs différents, tels que les suivants: ravitaillement de populations, en particulier urbaines, croissantes; réduction des risques pour la santé humaine des maladies animales; et protection de l'environnement et des ressources naturelles. Dans les économies avancées, où la production animale ne représente qu'une petite part de l'économie globale, les préoccupations de la société se concentreront probablement avant tout sur la santé humaine, la sécurité sanitaire des aliments et l'environnement.

Il est important de reconnaître au niveau international la légitimité de ces différences de priorités et de veiller à ce que les politiques et les accords internationaux ne soient pas conçus exclusivement en fonction des priorités d'un groupe restreint de pays riches.

La voie à suivre: un programme d'action pour le secteur de l'élevage

Le secteur de l'élevage est censé fournir des aliments salubres, peu coûteux et abondants aux populations urbaines croissantes ainsi que des moyens de subsistance aux producteurs; préserver les ressources naturelles tout en les exploitant avec efficacité; et réduire au minimum les risques sanitaires pour la population humaine.

On soutient, dans la présente édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, que le secteur de l'élevage ne contribue pas aussi bien qu'il le pourrait à la fourniture des biens privés et publics qu'on attend de lui, principalement faute d'avoir réalisé les réformes et les investissements nécessaires. La croissance rapide de ce secteur, sur fond de faiblesse des institutions et de la gouvernance, a engendré des risques systémiques qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques pour les moyens de subsistance, ainsi que pour la santé humaine et animale et pour l'environnement.

Pour relever les défis et surmonter les contraintes auxquels il est confronté, le secteur de l'élevage a besoin d'un regain d'attention et d'investissements de la part de la recherche agricole et de la communauté du développement, ainsi que de solides mécanismes institutionnels et de gouvernance reflétant la diversité de ce secteur et les nombreuses exigences qu'il doit satisfaire.

Une action est nécessaire à tous les niveaux: du niveau local, en passant par les niveaux régional et national jusqu'au niveau international. Les institutions multilatérales doivent y participer, de même que la société civile. Cependant, aucune institution n'est en mesure d'accomplir sa tâche isolément. Il est par conséquent indispensable de réunir les multiples parties prenantes, y compris le secteur privé, au sein d'un effort coordonné.

Il est évident qu'au niveau international, le secteur de l'élevage et les enjeux auxquels il est confronté doivent focaliser l'attention. L'élaboration d'un programme d'action visant le secteur de l'élevage, appuyé par les gouvernements, les institutions internationales, multilatérales aussi bien que bilatérales, les bailleurs de fonds et les acteurs de la société civile, est un premier pas essentiel vers l'instauration d'un secteur de l'élevage présentant les caractéristiques suivantes: une meilleure gouvernance; une plus grande attention aux problèmes et aux enjeux; un processus de développement plus intégrateur; des niveaux d'investissements proportionnels à l'importance du secteur et aux défis qu'il doit relever; et une coopération internationale améliorée.

De fait, si l'on considère les effets négatifs et positifs très importants du secteur de l'élevage sur les objectifs sociaux, environnementaux et de santé publique, et l'importance de la gouvernance mondiale pour l'agriculture dans son ensemble, un tel cadre pourrait ouvrir la voie à une action internationale concertée visant à accompagner le développement du secteur de l'élevage.

Principaux messages du rapport

- **L'élevage: un secteur en pleine évolution.** Le secteur de l'élevage est un des éléments les plus dynamiques de l'économie agricole. Son expansion

a été rapide au cours des dernières décennies et on prévoit que, tirée par l'augmentation de la population, la hausse des revenus et l'urbanisation, la demande de produits animaux poursuivra sa forte croissance jusqu'au milieu du siècle. Une action urgente s'impose donc pour que le secteur puisse répondre à cette demande d'une façon qui contribue à la fois à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la durabilité de l'environnement et à la santé humaine. Les opportunités et les contraintes présentées par ce secteur devraient être soigneusement équilibrées.

- Le potentiel de développement de la demande de produits de l'élevage est très grand, ce qui présente des défis dans l'utilisation des ressources naturelles, la gestion des risques pour la santé animale et humaine, l'atténuation de la pauvreté et la réalisation de la sécurité alimentaire.
- La demande croissante de produits de l'élevage et la mise en œuvre des changements technologiques dans l'ensemble de la chaîne alimentaire ont profondément modifié certains systèmes de production animale. Les systèmes de production mixtes de petites dimensions sont aux prises avec la concurrence accrue de vastes unités de production spécialisées qui s'appuient sur des intrants achetés auprès de fournisseurs extérieurs. Ces tendances sont autant de défis considérables à relever pour les petits exploitants et ont des conséquences sur la capacité du secteur à réduire la pauvreté.
- Le passage des systèmes de production mixtes de petites dimensions, fondés sur des ressources disponibles localement, à des systèmes industriels de grandes dimensions, a aussi déplacé les lieux d'implantation des unités de production animale. À mesure que les contraintes liées à la disponibilité locale des ressources naturelles sont levées, la distribution spatiale des unités de production animale ressemble de plus en plus à des pôles fonctionnant de manière

interconnectée tout au long de la chaîne d'approvisionnement, ce qui a augmenté l'efficacité de la production tout en créant des problèmes liés à l'usage des ressources naturelles.

- La concentration croissante de la production et du commerce pose de nouveaux défis à relever en matière de gestion des maladies animales.
- **Le secteur de l'élevage contribue à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.** Toutefois, il pourrait y contribuer davantage par des réformes politiques et institutionnelles judicieuses et par des investissements publics et privés importants poursuivant les trois objectifs suivants: i) renforcer la capacité des petits exploitants à mettre à profit les opportunités offertes par la croissance du secteur; ii) protéger les ménages les plus pauvres pour lesquels l'élevage représente un filet de sécurité essentiel; et iii) appliquer des politiques de développement rural général permettant de faciliter le retrait de nombreux ménages ruraux du secteur.
- L'élevage représente un moyen d'existence important pour un grand nombre de femmes, d'hommes et d'enfants en milieu rural qui vivent dans la pauvreté. Il remplit un certain nombre de fonctions différentes, depuis la création de revenus et la fourniture d'intrants dans les systèmes de production mixtes jusqu'à l'amortissement des chocs environnementaux et économiques. Les décideurs politiques doivent prendre en compte les multiples fonctions que remplit l'élevage dans les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des pauvres.
- Les petits producteurs ont besoin de soutien pour tirer parti des opportunités offertes par la croissance du secteur et maîtriser les risques associés à une concurrence accrue et à un rapprochement avec les chaînes de valeur modernes. Il faut pour cela des innovations fortes et soutenues dans les systèmes agricoles et alimentaires nationaux, régionaux et mondiaux et une stratégie

mêlant changement politique et institutionnel, développement des capacités, innovation technologique et investissements qui prennent en compte la parité hommes-femmes et qui soit réactive.

- Les décideurs politiques doivent tenir compte des différences entre les petits producteurs en termes de capacités d'adaptation au changement. Certains petits éleveurs ne pourront sans doute pas rester compétitifs dans un secteur qui se modernise rapidement et devront renoncer à leur élevage, du fait de l'augmentation du coût d'opportunité de la main-d'œuvre familiale. Des stratégies plus larges de développement rural visant à créer des emplois hors agriculture pour les femmes, les hommes et les jeunes peuvent faciliter leur désengagement du secteur.
- Les décideurs politiques doivent apprécier et préserver la fonction de filet de sécurité que remplit l'élevage pour les très pauvres. Dans le secteur de l'élevage, les pauvres sont particulièrement vulnérables aux zoonoses et aux risques environnementaux.
- **Le secteur de l'élevage doit améliorer sa performance environnementale.** Il conviendrait de renforcer la gouvernance du secteur de l'élevage pour assurer une croissance continue respectueuse de l'environnement. La production animale exerce une pression croissante sur la terre, l'air, l'eau et la biodiversité. Une action corrective est nécessaire pour encourager la mise à disposition de biens publics, tels que les services écosystémiques et la protection de l'environnement. Il conviendra à cette fin de s'intéresser aux précédents échecs politiques et dysfonctionnements de marché, et d'élaborer et d'appliquer des incitations ou des sanctions. L'élevage contribue aux changements climatiques mais en subit également les conséquences. Il peut jouer un rôle essentiel pour les atténuer: par exemple, l'utilisation de technologies plus performantes, encouragées par des incitations économiques appropriées,

peut réduire les émissions de gaz à effet de serre.

- Les gouvernements et les institutions doivent sans délai élaborer et mettre en œuvre des politiques appropriées, aux niveaux national et international, pour traiter les interactions entre l'élevage et l'environnement. La hausse constante de la production animale se traduira sinon par d'énormes pressions sur la santé des écosystèmes, la biodiversité, les ressources en terres et forêts ainsi que la qualité de l'eau, et contribuera de manière substantielle au réchauffement de la planète.
- Les politiques doivent viser avant tout à corriger les distorsions du marché et les dysfonctionnements qui encouragent la dégradation de l'environnement. Les aides ou subventions qui encouragent directement ou indirectement le surpâturage, la dégradation des terres, le déboisement, la surexploitation des ressources en eau ou les émissions de gaz à effet de serre devraient être réduites ou éliminées. Des politiques faisant appel aux lois du marché, comme les taxes ou droits d'utilisation des ressources naturelles, devraient amener les producteurs à internaliser les coûts des dommages environnementaux causés par la production animale.
- Certains effets négatifs de l'élevage sur l'environnement découlent de problèmes associés à des ressources collectives en accès libre. Clarifier les droits de propriété foncière et promouvoir des mécanismes de coopération sont une exigence absolue pour une gestion durable des biens collectifs.
- L'application de technologies au service de l'emploi rationnel des terres et des aliments pour bétail peut atténuer les effets négatifs de l'élevage sur la biodiversité, les écosystèmes et le réchauffement planétaire. Les technologies visant à améliorer le rendement de l'élevage incluent l'amélioration des races animales, de la gestion des

- pâturages, de la santé animale et le sylvopastoralisme.
- La rémunération des services environnementaux par des sources publiques ou privées peut être un moyen efficace de promouvoir de meilleurs résultats, en termes notamment de conservation des sols, de conservation de la flore et de la faune sauvages ainsi que des paysages, et de séquestration du carbone.
 - Le secteur de l'élevage a un potentiel énorme en matière de contribution à l'atténuation des effets du changement climatique. Réaliser ce potentiel implique des initiatives nouvelles et ambitieuses à l'échelle nationale et internationale, notamment la promotion de la recherche et du développement dans le domaine des technologies d'atténuation; des moyens efficaces et renforcés pour financer les activités d'élevage; le déploiement, la diffusion et le transfert des technologies visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre; et le développement des capacités pour contrôler, documenter et vérifier le niveau des émissions liées à l'élevage.
 - **Les maladies animales présentent des risques systémiques auxquels il importe de remédier.** Certains services de santé animale constituent des biens publics en cela qu'ils protègent la santé humaine et animale et profitent donc à la société dans son ensemble. Les maladies animales diminuent la production et la productivité, bouleversent les économies locales et nationales, menacent la santé humaine et aggravent la pauvreté, mais les producteurs doivent affronter plusieurs risques et ils ne bénéficient pas des mêmes mesures incitatives ni ne possèdent les mêmes moyens pour y répondre. Dans de nombreuses régions du monde, les systèmes de santé animale ont été négligés, d'où des faiblesses institutionnelles, des déficits d'information et des investissements inadaptés dans les biens publics liés à la santé animale. Les producteurs à tous les niveaux, y compris les éleveurs pauvres, doivent participer à l'élaboration de programmes relatifs aux maladies animales et à la sécurité sanitaire des aliments.
 - Parce qu'elles peuvent mettre en danger la santé humaine, perturber les marchés et le commerce, réduire la productivité et aggraver la pauvreté, les maladies animales ainsi que les maladies d'origine alimentaire causées par le manque d'hygiène alimentaire, posent un problème à tout un chacun. L'amélioration de la gestion de l'élevage, en vue de prévenir et de maîtriser ces maladies peut être porteuse de bienfaits économiques, sociaux et sanitaires pour les pauvres et pour l'ensemble de la société.
 - L'évolution des pathogènes est imprévisible; il est donc impossible de se prémunir. De nouveaux agents pathogènes continueront d'apparaître et le risque de propagation doit être traité au cas par cas. Un cadre mondial approprié est nécessaire pour lutter contre les zoonoses et les maladies animales transfrontières apparues récemment.
 - Les systèmes publics de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments doivent tenir compte du fait que l'impact des maladies animales et des maladies d'origine alimentaire varie d'un pays et d'un système de production à l'autre, selon le niveau économique. La capacité des différents groupes à relever ces défis et les incitations nécessaires à les encourager à le faire, doivent être prises en compte dans la conception des stratégies de gestion des risques et de lutte contre les maladies.
 - Un investissement important, stratégique et soutenu dans l'infrastructure nationale de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments est nécessaire dans les pays en développement afin de réduire les risques pour la santé humaine et de permettre la croissance du commerce et des marchés, d'une façon qui permette aux petits éleveurs de sortir de la pauvreté.
 - La capacité des pays plus pauvres à participer à la conception des normes relatives à la santé animale et à la sécurité sanitaire des aliments devrait

- être renforcée de manière à leur permettre d'améliorer leurs systèmes de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments et d'élargir l'accès aux marchés de leurs produits animaux.
- Indépendamment de leur niveau et de leurs capacités, les producteurs doivent être associés à la conception et à la mise en œuvre des programmes de prévention et de maîtrise des maladies animales et d'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments. Les éleveurs pauvres doivent participer davantage à la lutte contre les maladies, dans leur propre intérêt et dans celui de tous.
 - La concentration de systèmes de production intensive à proximité immédiate des centres de population urbaine accroît le risque d'apparition et de transmission des maladies au sein des populations animales et humaines. C'est le cas en particulier lorsqu'il y a mouvement des personnes et des animaux entre les systèmes traditionnels et les systèmes industriels. Des incitations et des réglementations peuvent alors être nécessaires pour encourager l'implantation des unités de production animale dans des zones à plus faible densité de population.